

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#11
AVRIL
MAI
2011

DÉSASTRES MILITAIRES, SOCIAUX, ÉCOLOGIQUES...



Les 21 et 22 mai,
Toutes et tous au
contre sommet
du G8 au Havre !

Le 28 mai dans la rue
contre le racisme !

NOS LUTTES N'ONT PAS DE FRONTIÈRES !

NPA
JEUNES

Japon, une catastrophe naturelle... Et nucléaire !

Le 11 mars, le Japon était touché par un terrible séisme et un tsunami consécutif. Aux pertes humaines vient s'ajouter une catastrophe nucléaire. Suite au passage de la vague sur la centrale nucléaire de Fukushima, les circuits de refroidissement ont cessé de fonctionner, provoquant à quelques jours d'intervalle l'explosion de trois réacteurs sur six. Elles génèrent une radioactivité menaçant la vie de toute personne s'y exposant. Les travailleurs envoyés sur les lieux, les « liquidateurs kamikazes », seront les premières victimes.

La menace d'une catastrophe pire que Tchernobyl se fait sentir. La situation à Fukushima est révélatrice du peu de contrôle que nous avons sur l'énergie nucléaire. Sa production n'est ni propre ni sûre et soumet les populations et les travailleurs à des risques insensés.

Sortir du nucléaire, c'est possible... Et vital !

Nous devons nous mobiliser pour exiger une sortie du nucléaire civil et militaire, imposer cette volonté aux gouvernements. Cette énergie est un pilier pour les capitalistes : le changement ne pourra pas passer par des comportements individuels éco-responsables, mais bien par la lutte collective

des travailleurs. Nous devons avancer des revendications immédiates comme la fermeture rapides des centrales datant de plus de trente ans et l'arrêt de tous les projets portés par l'industrie nucléaire dans le monde.

Une sortie du nucléaire en France pourrait s'amorcer en une dizaine d'année, grâce notamment à une réduction du gaspillage énergétique et à un développement des énergies renouvelables. Pour cela nous devons exiger l'expropriation des grandes entreprises du secteur et la mise en place d'un service public de l'énergie sous contrôle démocratique des travailleurs et des usagers. Il s'agit bien de rompre avec un système de l'énergie productiviste, centré sur la recherche du profit et non sur la satisfaction des besoins humains.

Léa (Comité étudiant Rennes)



LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE

Comme le rappelle un communiqué de SUD-Étudiant, la lutte contre le nucléaire se joue aussi à l'université. En 2009 le programme de la stratégie nationale pour la recherche et l'innovation (SNRI) affirmait que « la France, leader dans l'industrie nucléaire, entend conforter sa position ». Une manière de subordonner la recherche au tout-nucléaire.

Pour sortir du nucléaire et éviter d'autres Fukushima, il faut d'ores et déjà que la recherche universitaire se tourne vers le développement d'autres sources d'énergies et cesse d'être à la botte des grandes entreprises !

RADIO-ESCLAVAGE

Dans les jeux radio et télé, on pouvait jusqu'à présent gagner de l'argent, des dictionnaires, des voitures, des voyages, des cuisines équipées et tout un tas d'objets plus ou moins utiles... Une station de radio néo-zélandaise a innové en organisant un concours dont le gros lot est... une « épouse ukrainienne » ! Une femme, choisie par une « très sérieuse » agence

matrimoniale. Avec un président qui de fait désigne son pays comme une destination pour le tourisme sexuel, ce n'est pas si étonnant. Mais n'en déplaise aux machistes du monde entier, le mouvement féministe ukrainien se développe. Et la provocation radiophonique néo-zélandaise a même contribué à le renforcer !

ENTREPRISE MODERNE

Quelques jours après la désignation d'un responsable de section syndicale CNT dans l'entreprise Centrapel, la direction de l'entreprise a licencié ce responsable qui accédait pourtant à un statut de salarié protégé. Quelques jours plus tard, elle convoquait le trésorier de la section syndicale pour une entretien préalable à

licenciement... L'invention du droit syndical, comme celle du téléphone d'ailleurs, remonte au 19ème siècle. Mais dans une entreprise aussi moderne qu'un centre d'appels, pourquoi rester figé dans le passé ? Des employés corvéables à merci, sans droit et sans revendication, voilà le salariat du futur !

Pas de DIVISION

face à SARKOZY !

Suite à la mort de Samy, 15 ans, après un affrontement entre des jeunes de deux cités d'Asnières et de Gennevilliers (92), les maires (respectivement PS-Modem et PCF) ont soumis quinze jours durant les mineurs à un couvre-feu, alors que la préfecture renforçait le déploiement de flics, de gendarmes mobiles et envoyait des hélico tourner au-dessus des villes.

terrain », filmée en train de violenter des jeunes à Gennevilliers le mois dernier (voir l'ÉA numéro 10). Après le couvre-feu, les tensions ne sont toujours pas retombées. Normal, rien n'a été fait pour cela.

Renforcer la présence policière ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Dans les quartiers populaires la population est déjà continuellement soumise aux descentes de flics et à leurs provocations, comme celles de la nouvelle « brigade spéciale de

Gaz de schiste : la mobilisation fait reculer Fillon

Onze manifestations ont rassemblé des milliers de personnes dans toute la France le 16 avril contre les forages de gaz de schiste, après l'annonce par Fillon de la suspension des permis de prospection pour les « gaz de schist ».

Ces gaz enfouis sous terre sont emprisonnés dans leur roche mère (le schiste), contrairement au pétrole conventionnel, qu'un simple forage vertical suffit à faire remonter en

surface. Ils sont extraits par la technique des puits horizontaux et de la fracturation hydraulique : on injecte des quantités considérables d'eau, entre sept et vingt-huit millions de litres (chaque puits peut être fracturé plusieurs dizaines de fois), et de produits solvants (596 différents!) pouvant contaminer les sites, les nappes phréatiques... Quand ce n'est pas le gaz lui-même qui explose ou présente un risque pour les habitants.

Avec la technique des puits verticaux, il faut donc creuser plusieurs trous, et non un seul. Ce sont des milliers d'hectares qui seraient dévastés et des départements entiers qui seraient en danger.

Le gouvernement a reculé sur les prospections. Il faut maintenant que tout forage soit abandonné pour toujours !

L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES... CONTRE LES FEMMES !

Alors que l'égalité salariale est encore loin d'être gagnée, les femmes vont voir augmenter leurs primes d'assurance auto. Jusqu'à présent, elles paient moins car elles ont en moyenne moins d'accidents de la route. À partir de

fin 2012, les femmes paieront 25% de plus. Et l'augmentation sera de 30 à 45% pour celles âgées de 18 à 29 ans. Hors des centres villes des grandes agglomérations, pas de voiture signifie pas de travail. Un petit obstacle de

plus pour l'accès à l'emploi des jeunes femmes ! Pour l'égalité hommes-femmes, on ferait mieux d'augmenter les salaires et de développer les transports en commun sur tout le territoire !

A pas de Guéant

Vous pensiez que le gouvernement aurait du mal à trouver une nouvelle loi raciste, une nouvelle mesure contre les jeunes, les immigrés ? C'était sans compter sur Guéant, nouveau super-ministre de l'Intérieur ! L'Assemblée nationale a adopté le 9 mars un amendement modifiant le code civil sur les jeunes et l'automatisme à 18 ans de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers. Il

faudra désormais demander la nationalité française. Comme si les enfants d'immigrés n'étaient pas assez humiliés par la police, l'École, les insultes racistes... Maintenant, ils vont devoir aller quémander leur nationalité à la Préfecture... Et si elle leur est refusée, ils seront au bon endroit pour se faire expulser vers un pays où ils ne sont pas nés !

Racisme et HOMOPHOBIE

Une élue UMP de l'opposition municipale à Fontaine (38) écrivait dans une tribune contre le maire communiste : « Nous aimerions que vous interveniez un fois de plus en

Conseil municipal, pour nous indiquer ce que vous proposez, lorsqu'on est pas forcément de gauche, Français ou d'origine européenne, en situation complètement régulière, hétérosexuel

(...) en d'autres termes, nous aurions dit "normaux" »

Être à l'UMP, est-ce bien normal ?



PRÉCARITÉ en SloVénie

Le gouvernement slovène (coalition gauche-centre droit) proposait un nouveau type de contrats pour les chômeurs, les étudiants et les retraités : les « mini-jobs ». Et qui dit mini-job, dit aussi mini-salaires, mini congés-annuels (en fait il n'y a pas du tout de congé payé !), non remboursement des dépenses liées au travail et absence d'indemnité en cas de licenciement.

Le plus important syndicat slovène, le ZSSS, a obtenu 40 000 signatures pour demander l'organisation d'un référendum. Durant la campagne, le

gouvernement a dépensé trois fois plus d'argent que les organisations syndicales... Peine perdue. 80,16 % des Slovènes ont massivement voté contre !

Pour ceux qui se demandaient comment Villepin occupe ses journées depuis Clearstream, voilà la réponse : il est conseiller spécial en SloVénie !

VICTOIRE en Grèce !

La lutte des sans-papiers grévistes de la faim en Grèce (voir l'ÉA numéro 10) a eu gain de cause ! Le gouvernement a été obligé de donner raison aux trois cents grévistes. Ils ont obtenu la réduction du nombre de jours travaillés nécessaire au renouvellement du

permis de séjour (de 180 à 120 jours par an), la réduction des années de travail nécessaires pour obtenir la carte de séjour (de 12 à 8) ; une période de « grâce » renouvelable tous les six mois jusqu'à ce qu'ils complètent les huit années dont ils ont besoin pour acquérir

le droit de séjour, l'accès à la sécurité sociale avec cinquante jours de travail par an et l'accès aux documents de voyage leur permettant de visiter leurs pays d'origine.



Dans ce numéro :

Non à l'attaque militaire en Libye !	Page 4	Formation : La Marche pour l'égalité et contre le Racisme	Page 8
G8 / G8 des universités	Page 4	Culture	Page 9
Dossier : Montée de l'extrême droite et du racisme en Europe	Pages 5 à 8	Congrès de l'Unef et de Sud étudiant	Page 10
Interview de Pierre Tévanian	Page 5	Plan Licence	Page 10
Chronologie des luttes antiracistes	Page 5	Réforme de l'apprentissage	Page 10
Débat de l'UMP sur l'Islam et la laïcité	Page 6	Fusions d'universités	Page 11
Résultats de l'extrême droite en France	Page 6	Suppressions de postes, Paul Lapie en lutte	Page 11
Comment vaincre le fascisme ?	Page 7	Gbagbo fait le point sur sa vie	Page 12

EDITO

Promenade COLONIALE

Côte d'Ivoire, Libye, Liban, Afghanistan, Tchad, Haïti, République Centrafricaine, Djibouti, Sénégal, Gabon, Émirats arabes unis, Balkans... Vous l'aurez deviné, il ne s'agit pas du nouveau catalogue de Nouvelles frontières ou du Club Méd, mais de quelques unes des régions du monde où les forces armées françaises sont en intervention. Tout cela ne prend pas en compte les antennes administratives, les missions de « coopération » et les terres d'implantation des multinationales hexagonales. Et on passera sur les territoires « français », départements et collectivités d'Outre-mer.

Oui, la France possède encore un bel empire colonial. Un empire fragile, certes. Car il n'est plus question pour elle de poser et de déposer des chefs d'États exclusivement à son service. Désormais, il faut compter sur l'émergence du Brésil, de l'Inde, de la Russie, de la Chine et sur des alliances obligées avec les États-Unis.

Sarkozy et Juppé, soutenus par la classe politique de gauche à droite, ont beau jeu de nous parler d'opérations « humanitaires », de « maintien de la paix », de lutte contre le « terrorisme », d'« entre-aide », de « co-développement »... Comme les grandes figures colonialistes du 19ème siècle, les Jules Ferry, Gallieni, Gambetta, ils agissent au nom de valeurs républicaines, universelles. C'est la nouvelle mission de l'homme blanc aux racines chrétiennes que d'apporter la lumière aux peuples sous-développés du Sud, ceux qui, comme l'écrivait Guéant dans le discours de Sarkozy à Dakar en 2007, ne sont « pas entrés dans l'histoire ».

Ces mêmes partisans de l'ouverture des frontières quand il s'agit des capitaux, des marchandises et des troupes militaires, s'émeuvent du nombre d'immigrés, de la croissance de l'islam en France - et tant pis si elle n'est corroborée par aucune étude statistique sérieuse !

Le printemps des peuples s'étend toujours au sud de la Méditerranée. En menant de front deux batailles si intimement liées, pour la démocratie et l'indépendance d'une part, pour la justice sociale d'autre part, les peuples du Maghreb, du Machrek, du golfe persique et de la péninsule arabique nous montrent deux voies à suivre. Celle de la résistance contre les plans d'austérités, du refus de payer une crise qui n'est pas la nôtre, et celle de la lutte acharnée contre le racisme et l'impérialisme.

Comme nos camarades du Sud, menons-les tout au long de l'année, et faisons-les entendre à l'échelle internationale le 21 mai au Havre et le 1er novembre à Nice, contre les réunions du G8 et du G20 !

Révolution démocratique ou révolution sociale ?

Le processus révolutionnaire ouvert en Tunisie et en Égypte pose la question de la prise du pouvoir. Dans l'histoire, de nombreuses révolutions ont eu lieu mais entre la Révolution française qui voit la prise du pouvoir de la bourgeoisie sur la monarchie ou la Révolution d'octobre 1917 qui se termine par la prise du pouvoir par les travailleurs, il y a une différence.

On entend par révolution démocratique un changement de nature politique dans le régime : la classe qui dirigeait est remplacée par une autre. Ce changement peut s'inscrire dans la conquête de droits démocratiques et / ou sociaux pour les travailleurs, mais il ne remet pas en cause la domination d'une classe sociale sur une autre. Une révolution socialiste remet directement en cause la propriété privée, la domination des capitalistes sur le salariat.

À la croisée des chemins

Les nombreuses grèves qui ont suivi les chutes de Ben Ali et Moubarak permettent de profiter de la faiblesse de la classe dirigeante pour gagner de nouveaux droits démocratiques et sociaux. En Tunisie, les manifestations ont permis d'accéder à une des revendications du front du 14 janvier : la mise en place d'une assemblée constituante. En Égypte, les grèves importantes de la plus grande usine du pays (plus de 20 000 salariés) ont permis d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail.

Les classes dirigeantes lâchent des avancées pour les travailleurs mais cherchent à temporiser pour essouffler la dynamique révolutionnaire, comme avec le référendum pour modifier la constitution en Égypte. Des secteurs de la bourgeoisie qui hier soutenaient le départ de Moubarak appellent maintenant à mettre un terme aux manifestations afin que la population puisse « retourner au travail ».

CONSTRUISONS DES COLLECTIFS DE SOUTIEN AUX RÉVOLUTIONS !

Sur la fac Paris 8-Saint-Denis, nous avons construit un collectif dont le NPA est la principale force organisée. Nous revendiquons l'annulation des dettes publiques odieuses, la restitution immédiate des avoirs et biens mal-acquis aux peuples, pour qu'ils puissent s'armer. Nous sommes solidaires des peuples dans leurs luttes sociales et politiques contre les raïs. C'est pourquoi nous nous opposons catégoriquement à l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, et aux ingérences impérialistes dans la région. Pour l'instant le NPA est plutôt isolé sur la scène politique française face à une union sacrée guerrière en Libye. Mais déjà, le transfert officiel de l'intervention sous l'égide de l'OTAN ouvre les yeux de ceux qui croyaient encore béatement à un nouvel ordre onusien universel, alors que les divisions entre impérialistes ouvrent des brèches pour affaiblir leurs positions dans la région.

C'est en construisant un rapport de force massif par une grève générale que les peuples ont réussi à faire tomber les restes des dictatures. C'est par cette voie qu'ils pourront arracher de nouvelles victoires sur la bourgeoisie et l'impérialisme. Pour cela les travailleurs tunisiens et égyptiens ne peuvent compter que sur leur propre force. Les anticapitalistes de tous les pays doivent leur apporter leur solidarité et combattre chez eux leur impérialisme. Pour approfondir la révolution démocratique en révolution sociale, les mobilisations doivent continuer et s'amplifier.

Si le processus révolutionnaire s'essouffle, l'alternative ne sera plus révolution démocratique ou révolution sociale, mais simplement révolution ou contre-révolution.

Benco (Comité Jeunes Le Mans)



Le collectif que nous avons créé est un outil riche pour tous ceux qui veulent agir et ne militent pas par ailleurs. Les tables militantes dynamiques (avec des expos photos et articles de presse, de la musique, etc.), les diffusions de tracts, permettent d'avoir des discussions intéressantes avec beaucoup de monde. Nos deux réunions publiques avec des militants égyptiens et ceux du Front de libération du peuple tunisien (FLPT) ont été très encourageantes. Toutes ces activités nous permettront d'être nombreux aux prochaines échéances de mobilisation !

Valentin (Comité Jeunes Saint-Denis)

Non à L'INTERVENTION en LIBYE !

Contrairement à Sarkozy, nous n'avons pas découvert que Kadhafi était un dictateur il y a quelques semaines. Nous le disions déjà lorsque la France le recevait en « ami », en faisait le pilier central de l'Euroméd, un acheteur de centrales nucléaires et d'armes de pointe (les mêmes qui servent à réprimer aujourd'hui), un hôte des compagnies pétrolières occidentales, un gendarme du Grand Moyen-Orient et un gardien des frontières européennes.

La Libye, c'est l'alibi !

L'objectif de Sarkozy n'est pas de prendre le parti des insurgés pour ouvrir la voie à un processus révolutionnaire. Les révolutions et soulèvements dans le monde arabe mettent profondément à mal la domination occidentale. Croit-on que, du jour au lendemain, nos États interviendront pour y mettre fin ? Intervenir militairement en Tunisie et en Égypte aurait été peu assumable. Kadhafi qui allait commettre un massacre de masse, c'était le meilleur des prétextes pour pénétrer précisément entre les deux pays !

Une fois leurs troupes déployées en Libye, la France et les États-Unis pourront peser sur les événements, avec un beau label « libérateurs ». L'Irak et l'Afghanistan nous ont pourtant montré que la démocratie ne peut pas gagner à coup d'agression et d'occupation militaire. Seule une révolution populaire, comme en Tunisie ou en Égypte, pourra l'apporter. C'est ce qui effraie le plus Sarkozy et Obama. Ils ont d'ailleurs attendu que la résistance soit très affaiblie pour commencer leur ingérence. Et pas question, évidemment, de fournir des armes aux insurgés. Il s'agit

de se substituer à eux, non de les seconder !

Les alliés trouvés dans le Conseil national transitoire (CNT) sont des anciens ministres et dirigeants de l'armée de Kadhafi. Ils servent de caution à l'intervention militaire, garantissent le maintien de tous les accords entre la Libye et l'Occident (sur l'immigration notamment). Demain, ils serviront pour former un « gouvernement de transition » qui canaliserait la révolte populaire.

Une guerre impérialiste comme les autres

En tant qu'internationalistes, nous voyons d'abord les intérêts des peuples en lutte. Toute occupation militaire ne peut que déboucher sur la mise en place d'un gouvernement fantoche et d'une pression sur les soulèvements populaires voisins. Dans un pays coupé, occupé et pillé par les occupants, quand ceux-ci déclareront-ils que leur guerre est finie ? Pas avant des années ! Comme en Irak et en Afghanistan, la présence de nos troupes sera « justifiée » pour au moins dix ou quinze ans. Aider le peuple libyen ce n'est pas lui voler sa démocratie, détruire toute les infrastructures vitales du pays, piller ses marchés et ses ressources, mettre l'espace aérien sous contrôle de l'OTAN...

Il faut organiser la solidarité internationale, soutenir les franges démocratiques et sociales populaires de l'insurrection en s'appuyant notamment sur les organisations tunisiennes et égyptiennes. En France, nous devons nous battre pour ce que nous pouvons obtenir de notre gouvernement : l'abolition de la dette des pays du Sud, la liberté de circulation et d'installation des réfugiés et l'arrêt immédiat des bombardements !

Correspondant

Toutes et tous en LUTTE CONTRE LE G8 ET LE SOMMET mondial des Universités !

Avec la présidence française, le G8-G20 donne lieu à de multiples sommets thématiques : finances, internet, nucléaire... ou encore universités. Ce dernier réunira, du 5 au 7 mai à Dijon vingt délégations internationales afin de discuter des liens entre l'enseignement et l'entreprise. En gros, comment coordonner la libéralisation, former une main d'œuvre corvéable à merci pour que les capitalistes fassent toujours plus de profits. Il établira des recommandations aux pays membres du G8 et du G20.

Le sommet des huit chefs d'États les plus puissants se tiendra les 26 et 27 mai à Deauville. Ces pays représentent 13% de la population mondiale, mais 58% du PIB. Dans les années 70, le G6, élargi par la suite, est né pour trouver des solutions à la crise

pétrolière. Son importance a baissé depuis que le G20 est devenu, en 2009, le « principal forum de coopération économique », plus représentatif des nouveaux rapports de forces mondiaux. Il n'en reste pas moins important, abordant des sujets tels que la finance mondiale ou les interventions au Proche et Moyen-Orient, en Libye, en Côte d'Ivoire...

Dans nos fac, nos lycées, nos boîtes, nos quartiers, nous devons monter des collectifs militants pour organiser les contre-sommets de Dijon et de Deauville. À Dijon se tiendront deux jours de débats et d'ateliers les jeudi et vendredi et une manifestation le samedi 7 mai. Contre le G8, nous manifesterons le samedi 21 mai au Havre.

De la mobilisation contre l'OMC à Seattle en 1999 à celle contre l'OTAN à Strasbourg en 2009, en passant par le G8 en Gênes en 2001, les militant-e-s du monde entier ne laissent plus jamais les sommets militaires ou financiers se dérouler tranquillement. Les contre-sommets sont des étapes importantes, pour coordonner nos luttes locales quotidiennes et exiger une autre société. Face aux attaques toujours plus féroces et mondialisées des classes dirigeantes, c'est une nécessité de s'organiser dans une perspective internationaliste !

Benjamin et Pierre-Louis (Comité jeunes Caen)

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ET DU RACISME EN EUROPE

Interview de Pierre Tévanian

Pierre Tévanian est militant antiraciste dans le collectif « les mots sont importants », et « une école pour tou-te-s ». Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la question du racisme.

L'étincelle anticapitaliste : Comment analyses tu le contexte politique ?

Pierre Tévanian : Il y a plein de moments de crise où un seuil est franchi. Sur le racisme, un seuil est franchi. Il faut le dramatiser, se mobiliser mais en même temps les dérives racistes et sécuritaires n'ont pas commencé que maintenant. En gros, rupture et continuité. C'est une histoire qui commence avec l'esclavage et la colonisation, qui recommence avec la fermeture des frontières en 1974, qui continue mais qui mute dans un nouveau contexte. On est passés de la relégation à la stigmatisation. Avant il y avait une domination où les immigrés, les non blancs étaient opprimés, exploités mais on n'en parlait pas ; ils étaient invisibilisés. Et dans les années 70, on a eu cette mutation vers une autre modalité d'oppression raciste, à la fois pour des raisons de crise économique mais pas seulement, il y a aussi des raisons de luttes, de résistances politiques comme la marche pour l'égalité en 1983. On passe de l'invisibilité à stigmatisation. Ils sont érigés en menace. La période actuelle est dans la continuité de quelque chose qui se rouvre, un racisme qui est plus ancien que ça, mais qui prend cette modalité de la stigmatisation, de lois de plus en plus répressives... C'est pour ça qu'on n'est pas sortis de cette logique. La marche des beurs réclamait l'égalité, et on leur a répondu: intégration. Et en même temps, tous ceux qui ne joueraient pas le jeu de ce glissement égalité/intégration, et donc rediabolisation, d'où stigmatisation des clandestins, des immigrés, des banlieues.

Pour en revenir aux dernières années, 2003-2002: opération du voile, 2005: loi sur le rôle positif de la colonisation, 2007: campagne raciste de Sarkozy qui appelle à la France blanche, et depuis on n'en est pas sorti avec le débat sur l'identité nationale, la loi sur la burqa, et là, tous les jours on a une nouvelle stigmatisation, que ce soient les propos de Guéant, ou sur la laïcité, sur les arabes, sur l'islam. Il y a le thème de l'invasion : « il y a trop de musulmans ». Et le dernier truc sur le moment présent, ça fait longtemps que ça n'avait pas été autant exprimé, c'est « la convergence des luttes » par le sommet : en une semaine, une déclaration n°1 qui dit « je vais encore augmenter de 25 à 28000 expulsions », 3 jours après, « il y a trop de musulmans en France », 3 jours après « je vais réduire le nombre d'entrées régulières ». Ils créent l'ennemi. Ils montrent que ce ne sont pas des enjeux séparés.

L'étincelle anticapitaliste : Le 28 mai aura lieu la manif antiraciste appelée par

Le Cour Grandmaison et préparé par le collectif «D'ailleurs nous sommes d'ici »,

penses-tu que cette manif peut être un point d'appui pour relancer un mouvement antiraciste ?

Pierre Tévanian : Justement, on n'a pas encore compris qu'il fallait converger à la base. Évidemment, dès qu'il y a des mouvements de ce type je suis content. On est dans une situation où il vaut mieux qu'il y ait un mouvement-même avec des limites que pas de mouvements. Il est bon qu'il y ait des comités qui se créent pour débattre du racisme et des moyens pour le combattre, créent des réseaux de luttes qui soient mobilisables... Moi cet appel je l'ai signé, mais ce n'est pas en phase avec la

situation, il manque un truc très important, c'est la lutte contre l'islamophobie. Ça aurait été une campagne ciblée, il n'y aurait pas eu de problème, à ce moment-là se serait créé un mouvement social antiraciste fort. Évidemment il ne s'agit pas de faire un catalogue exhaustif, plein de choses sont évoquées, mais pas l'islamophobie...

L'étincelle anticapitaliste : Est-ce que tu penses que les jeunes des quartiers populaires peuvent impulser un nouveau souffle à un mouvement antiraciste ?

Pierre Tévanian : Évidemment qu'il le faudrait. Parce que les jeunes des Quartiers Populaires représentent une grosse partie des gens qui sont en première ligne pour se prendre dans la gueule des politiques racistes. Oui il le faudrait, et il le faut, c'est la logique même.

L'étincelle anticapitaliste : Quelles convergences avec le mouvement social

en général ?

Pierre Tévanian : On peut juste constater où on en est. Il y a une tradition dans le mouvement ouvrier de prendre en compte la question du racisme. Mais après évidemment, il me semble qu'il y a des verrous. D'une part, on n'est pas sortis d'une vision du social qui est grosso modo « ouvrier homme hétéro blanc ». On dit qu'il y a la question sociale tandis que la question raciste, d'égalités hommes/femmes ou homos/hétéros seraient des questions sociétales. Comme si l'oppression symbolique n'avait pas d'impact, comme s'il n'y avait pas des questions socio-économiques dans ces cas-là, comme si être viré de l'école parce qu'on a un voile ça avait pas d'impact socio-économique. Le deuxième frein, c'est une forme de racisme, islamophobie, cette forme-là elle a été encore moins déconstruite, critiquée, ce qui fait qu'on a des super antiracistes mais qui ont des préjugés islamophobes.

L'étincelle anticapitaliste : Qu'est ce que tu penses de la récupération du féminisme par le gouvernement à des fins racistes ?

Pierre Tévanian : La réponse est dans la question. Je pense que c'est une récupération raciste de l'imagerie féministe. Évidemment c'est le gouvernement qui est le plus en pointe mais cette espèce d'alliance contre nature avec un discours féministe plus ou moins sincère qu'on fait tourner de manière raciste. C'est-à-dire deux poids deux mesures. Pourquoi on voit le foulard comme un symbole d'emprisonnement absolu et pas les chaussures à talons qui font mal aux pieds ? Le discours islamophobe, en particulier sur le voile, en particulier sur l'argument que c'est l'oppression des femmes, c'est très très partagé et ce qui est dramatique, c'est que de vraies féministes se sont laissées en grosse partie, au mieux paralysées au pire embarquées par ce discours.

Propos recueillis par Cécile et Elsa (Comité Jeunes Saint Denis)

CHRONOLOGIE DES LUTTES ANTIRACISTES

Décembre 1983 : Marche pour l'égalité et contre le racisme (100 000 personnes)

Décembre 1986 : manifs étudiantes et lycéennes pour dénoncer la mort de Malik Oussekiné tué par deux policiers et couverts par le gouvernement.

18 mars 1996 : 300 sans papiers réclament leur régularisation en occupant l'Eglise Saint Ambroise.

Août 1996 : Occupation de l'église Saint Bernard par les 300 sans papiers

1er octobre 1996 : 15 000 personnes manifestent à Paris en solidarité avec les sans papiers.

Mars-avril 2002 : grande marche Marseille-Paris. Les 50 marcheurs défilent en tête de la manifestation contre Le Pen après le 21 avril 2002 (1 million de personnes).

14 février 2004 : Manifestation contre la loi interdisant le voile à l'école

8 Mai 2004 : Manifestation Anticoloniale appelée par le Mouvement des Indigènes de la République ou marche des Indigènes de la République

31 mai-12 juin 2004 : Marche Bruxelles-Paris à l'initiative de la coordination nationale des sans papiers.

Été 2004 : Emergence du RESF (Réseau Education Sans Frontières) qui s'implante partout en France, s'oppose aux expulsions des enfants et de leur famille sans papiers, ainsi que des jeunes majeur-e-s sans papiers.

2007 : 1er Forum Social des Quartiers Populaires.

2008 : Grève des travailleurs sans papiers (1ère vague. la deuxième vague sera lancée en octobre 2009, avec grève interprofessionnelle de 6300 gréviste et occupation des lieux de travail.)

Juillet 2009 : Création du Ministère de la Régularisation de tous les sans papiers, suite à l'occupation (de la CNAM de Paris)

2010 : Marche des sans papiers de Paris à Nice

25 septembre 2010 : Etats Généraux des sans papiers à la bourse du travail de Paris

7 octobre 2010 : occupation de la cité de l'immigration par 500 sans papiers

28 Mai 2011 : manifestation antiraciste appelé par le collectif « d'ailleurs nous sommes d'ici »

UMP : La course au FN

Après le débat clairement raciste sur l'identité nationale, la loi sur la burqa et l'offensive raciste à l'encontre des Roms, Sarkozy et son gouvernement ont imposé un débat sur l'islam et la laïcité, dans un climat national et européen d'islamophobie ambiante. Nous avons pu comprendre clairement la visée de ce débat en voyant tour à tour Luc Chatel défendre le fait que des mères voilées se voient refuser l'accompagnement d'une sortie scolaire, puis récemment l'exclusion d'élèves musulmanes d'un lycée de Saint-Ouen pour « port de robes longues ».

Faire passer de l'espoir à la peur

Ce débat est un coup supplémentaire porté à la communauté musulmane. Sous couvert de s'interroger sur « la place de l'Islam en France », il s'agit, dans le contexte d'une crise économique dévastatrice, de diviser les travailleur-se-s entre eux en visant l'Islam comme l'ennemi intérieur.

On se demande si tout cela n'est pas fait par peur que les salariés occidentaux finisse par s'inspirer de leurs camarades de la rive sud de la Méditerranée. Histoire de nous persuader que les révolutions en cours dans le monde arabe ne seraient pas le fait de peuples avides de se libérer de régimes autoritaires, spoliateurs et criminels (et qui ont

pu recevoir, jusqu'au dernier moment, le soutien de nos dirigeants), mais d'une poignée d'islamistes enragés, qui voudraient bien importer la « charia » chez nous après l'avoir imposée dans leur pays.

Les implications de Sarkozy et de son gouvernement dans les régimes dictatoriaux du monde arabe nous montrent bien que les musulman-e-s qui les dérangent ce sont les opprimé-e-s, alors que des dictateurs et des rois du pétrole, ils s'en accommodent très bien !

République laïque... Et hypocrite !

La laïcité de la République que brandissent nos chers dirigeants est teintée d'hypocrisie. Elle serait vraisemblablement le rempart contre l'intrusion des dogmes religieux à l'intérieur des institutions de l'État... Et pourtant, que dire de toutes les implications de nos dirigeants avec l'Église catholique ? Quand nous les voyons assister à la cérémonie de béatification de Jean-Paul II, le jour de la fête des travailleurs ? L'héritage chrétien si apprécié par la droite, nous le voyons bien, ne subit pas le même traitement...

Alors, oui, nous devons dénoncer la stigmatisation des musulman-e-s. Mais cela ne suffit pas ! Nous devons nous mobiliser contre l'islamophobie, contre toute l'offensive raciste. Il faut en finir avec ce racisme d'État.

Face au racisme et à l'islamophobie, nous réaffirmons plus que jamais que notre identité est internationale ! Au nord comme au sud de la Méditerranée, nous ne paierons pas leur crise !

Alexandra et

Vincent (Comité

Jeunes Aix-

Marseille)



Un Front National PLUS SOCIAL que jamais ?

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN est révélatrice d'un choix de se donner une image plus consensuelle, susceptible de toucher un électorat plus large, de braconner sur le terrain de la gauche avec un discours « social ». Le FN multiplie les communiqués sur les sujets tels que l'emploi et dénonce les promesses non tenues de Sarkozy à Gandrange.

Implantation ouvrière ?

Il envoie un message de parti se plaçant du côté des travailleurs, se poste à l'entrée de certaines entreprises. Le FN recrute des syndicalistes... Dans son discours du congrès de Tours, Marine Le Pen fait l'éloge de la démocratie directe et fustige l'« Europe de Bruxelles [qui] s'est construite en niant ou en contournant la volonté du peuple ». Dans ses déclarations, le FN reconnaît à l'État un rôle très important pour lutter contre les injustices et au service public une « valeur nationale ». Marine Le Pen adresse une lettre aux fonctionnaires afin de dissiper le « malentendu » selon lequel le FN serait leur « ennemi » alors qu'il veut un « État fort ».

Mais, si elle déplore les conditions désastreuses dans lesquelles sont l'École et l'Hôpital, ses mesures concernent surtout « les fonctions essentielles de l'État » : les traditionnelles fonctions régaliennes (police, Justice, armée) seules jugées trop peu financées dans le programme du FN. À ce sujet comme sur tous les autres, le programme est globalement inchangé.

Changement de forme, pas de fond

Préférence nationale et immigration zéro, lutte contre l'« islamisme » à l'école, promotion de l'éducation par l'« émulation », et des « mérites de la sélection », établissements de niveaux différents dès le collège, rétablissement de « l'autorité des professeurs au sein des classes »... Le FN est toujours aussi réactionnaire.

Il défend toujours la restriction du droit de grève et du syndicalisme dans les services publics, trop enclin à ce genre de vices (sic). Il préconise de « lutter contre la politisation de l'Éducation nationale, en interdisant les manifestations politiques d'étudiants ou d'enseignants organisées pendant les heures de cours ».

Le FN est donc bien un parti réactionnaire dont il faut combattre l'idéologie d'autant plus fortement qu'elle se trouve banalisée par la droite au pouvoir et les grands médias qui ne vont cesser de relayer ses propos en vue de la présidentielle.

Harry (Comité Jeunes Tolbiac), Typhaine (Comité

Jeunes 92 Nord)

RÉSULTATS DU FN : COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR



Contrairement à ce que l'on a entendu au lendemain des élections cantonales, le FN n'a pas fait plus de voix en 2011 qu'aux mêmes élections en 2004. Sans céder à la panique qui nous dirait de faire le « front républicain » derrière Strauss-Kahn ou Sarkozy, il ne faut pas sous-estimer la remontée de l'extrême droite : elle s'inscrit dans un contexte international dangereux.

Diviser pour mieux régner

En période de crise, le capitalisme fait ressortir toutes ses contradictions au grand jour. Partout en Europe, là où la crise frappe, les relents nationalistes reprennent du terrain. Cette montée s'explique également par la décomposition politique en œuvre en Europe. La « gauche » applique les plans d'austérité dans de nombreux pays comme en Grèce ou dans l'État espagnol.

Les partis d'extrême droite servent directement les intérêts de la bourgeoisie. Quoi de mieux pour elle que de diviser tout le monde : nationaux et immigrés, hommes et femmes, jeunes et vieux, immigrés en règle et sans-papiers... Désigner l'immigration comme cause du chômage, c'est exempter le patronat qui licencie. Car malgré la crise, les capitalistes ne perdent pas de vue leur objectif de course aux profits.

Partout en Europe, l'extrême droite ressort son vieux discours raciste. Mais les choses ne sont plus si simple : quand on voit une militante FN noire et homosexuelle ou un candidat syndicaliste, on se pose des questions. Elle s'offre un visage social, s'arrange pour ne plus passer comme « extrême » mais comme « populiste de droite ». Elle dénonce les licenciements et les plans d'austérité pour séduire les travailleur-se-s. Ne nous y fions pas !

L'extrême droite est l'ennemie des travailleur-se-s, des femmes, des jeunes et des immigrés. Le programme islamophobe est la clef de voûte des populistes. Prônant une identité ethno-religieuse, ils dénoncent une société multiculturelle comme dangereuse. Cette politique raciste fait recette partout en Europe.

Aux Pays-Bas, le parti de la liberté (PVV) reprend du terrain avec sa politique « anti-islam », sur des thématiques de droits des femmes et de liberté sexuelle. En Suisse, l'UDC est à l'origine d'une votation qui interdit de construire des minarets sur le territoire. Ceci a donné un coup de fouet à toute cette nouvelle extrême droite qui se définit par sa dénonciation de l'islam vécu comme « une colonisation ».

Construire une alternative de classe

L'extrême-droite, chien de garde de l'ordre social, apparaît comme anti-système. La dénoncer, la combattre pied à pied est nécessaire mais pas suffisant. Il faut reconstruire l'esprit de solidarité, la conscience collective au sein de notre camp social, celui des jeunes, des travailleur-se-s, français-e-s ou immigré-e-s, avec ou sans emploi. C'est en luttant tous ensemble pour nos droits que l'on prend conscience de cette appartenance à un même camp, qui transcende les nationalités, les croyances religieuses, les cultures... Une lutte menée tou-te-s ensemble vaut mieux que tous les discours pseudo-républicains.

C'est en étant plus nombreux dans les partis et dans les syndicats que l'on peut lutter efficacement contre l'extrême droite. C'est par la diffusion de nos idées que l'on fait barrage au populisme.

La remontée de l'extrême-droite est indissociable des attaques antisociales. La lutte antifasciste est indissociable de nos luttes contre l'austérité et le libéralisme.

Ben (Comité Jeunes de Lille)

Comment vaincre Le Fascisme ?

Les termes fascisme et nazi sont utilisés à toutes les sauces aujourd'hui. Dans le contexte actuel de crise du capitalisme et de remontée de l'extrême droite, il est utile de revenir sur ce qu'est le fascisme réellement.

Pourquoi la montée du nazisme ?

Historiquement, la montée du fascisme est l'expression d'une grave crise sociale du capitalisme, la modification par la force et la violence des rapports de force en faveur de la bourgeoisie.

Le parlementarisme bourgeois ne permet plus de désamorcer les crises, la bourgeoisie renonce alors à l'exercice direct du pouvoir au profit d'une clique qui concentre l'ensemble du pouvoir en un nombre de mains très restreint. Il y a expropriation politique de la bourgeoisie qui conserve évidemment son pouvoir économique.

La volonté du fascisme est de détruire l'ensemble du mouvement ouvrier organisé. Pour arriver à cet objectif, une dictature militaire classique ne suffit pas. Au cours de la période qui a vu la montée du nazisme en Allemagne, le mouvement ouvrier allemand était le mouvement ouvrier le plus puissant du monde. Le fascisme va parvenir à développer un mouvement de masse encore plus important. Un tel mouvement de masse ne pouvait surgir que dans la petite bourgeoisie qui constituait un quart voire un tiers de la population allemande. La profondeur de la crise économique et sociale conduisit la petite bourgeoisie à un désespoir qui la fit se tourner vers le fascisme.



L'écrasement du mouvement ouvrier n'est possible que si avant la prise du pouvoir il y a un rapport de forces défavorable aux travailleurs et favorable aux fascistes. L'exemple est donné par l'Etat Espagnol et la défaite du coup d'état militaire fasciste entrepris par Franco et qui débouche ensuite sur la guerre civile qui se conclura malgré tout par la défaite de la révolution espagnole.

Le caractère central du front unique ouvrier dans la lutte contre le fascisme et dans toute stratégie révolutionnaire

L'unité dans la lutte est quelque chose de central dans la lutte contre le fascisme. En Allemagne, les sociaux démocrates et les communistes se sont fait détruire séparément. Dès septembre 1930, Trotsky prédit le caractère vital de la bataille pour l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière face au fascisme. Elle permet non seulement de repousser une attaque mais aussi de lancer une dynamique révolutionnaire. Là encore on peut se référer à l'exemple de la révolution espagnole. Cette dynamique de luttes permet de faire évoluer les masses vers la gauche. On passe d'une dynamique défensive à une dynamique offensive. La question de l'unité permet non seulement d'abattre la classe dirigeante mais aussi ensuite de régler nos comptes avec l'ensemble des contre révolutionnaires.

Existe-t-il un danger fasciste aujourd'hui ?

Aujourd'hui, le capitalisme traverse la plus grave crise de son histoire depuis celle que traversait l'Allemagne dans les années 1930. Pour autant, il existe encore des amortisseurs sociaux qui n'existaient pas à l'époque.

Le mouvement ouvrier aujourd'hui ne représente pas une menace majeure pour la bourgeoisie. Pour autant, le chômage et la misère sont importants en particulier chez les jeunes. Concurrence accrue entre les travailleurs notamment entre français et étrangers, offensive raciste particulièrement importante...

Nous devons rester vigilants : il n'existe pas des forces strictement fascistes mais certaines forces d'extrême droite associées au pouvoir (exemples : Hongrie, Finlande...). Nous sommes confrontés à quelque chose de plus complexe mais d'extrêmement dangereux. Il y a une actualité de la question de la lutte contre le fascisme. La lutte contre le fascisme doit combiner lutte de masse, lutte physique et lutte idéologique. C'est pourquoi il faut se préparer à la bataille physique (exemples multiples d'agressions fascistes...).

Lors de son élection, Sarkozy était qualifié de fasciste par ceux qui ont ensuite été les premiers à aller à la table des négociations avec lui. Il faut se garder des caractérisations hâtives. Il faut détruire le FN, l'UMP et Sarkozy mais la lutte contre le fascisme et la droite traditionnelle même très décomplexée ne se mène pas de la même manière. Il s'agit d'ennemis différents.

Dimitri (Comité Jeunes 92 Nord)

POUR LUTTER CONTRE LE RACISME, LA GRÈVE !

Pour la première fois en 2008, les sans-papiers/ères entrent massivement en grève. Ce mouvement rompt avec les mobilisations précédentes telles que les occupations d'églises : les sans-papiers/ères se revendiquent comme travailleurs et travailleuses, et c'est au nom de ce statut qu'ils exigent leur régularisation. En France, les sans-papiers sont des travailleurs/ses sans droit : le plus souvent, ils reçoivent leurs fiches de paie, cotisent à la Sécurité sociale et à la retraite,

mais n'en voient jamais la couleur et vivent dans une situation d'extrême précarité.

Le mouvement de 2009 fait suite à ces premières vagues de grèves. Il constitue une victoire pour de nombreux sans-papiers qui reçoivent leur carte de séjour. La grève commence le 12 octobre 2009, rassemblant plus de 6800 grévistes, essentiellement regroupés en Île-de-France, de 1800 entreprises, principalement du nettoyage, de

la restauration, du bâtiment et de l'intérim. Ils réclament des critères de régularisation simplifiés, objectifs, uniformes sur tout le territoire national.

L'absence de réponse à cette demande déclenche une grève très longue de presque huit mois, ponctuée par de nombreuses occupations d'entreprises et qui débouche sur l'occupation de la place de la Bastille pendant trois semaines en juin 2010. Au terme de

ces trois semaines, un accord est trouvé, mais les sans-papiers doivent se remobiliser en début d'année, en occupant la Cité de l'Immigration pendant plusieurs semaines, car presque personne n'est effectivement régularisé.

Sur un total de 3 900 dossiers de demandes de régularisation, 1 500 ont débouché sur l'octroi d'un titre de séjour, 100 sur une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Certains secteurs restent sur le carreau, comme les femmes qui travaillent dans l'aide à la personne. Clairement, le gouvernement tente une stratégie du pourrissement et veut éviter les effets d'annonce sur un nombre important de régularisations. Mais il ne peut cacher que la grève a payé.

Anne (Comité Jeunes Paris-7)

ISLAMOPHOBIE à TOUT VA

La direction du lycée Blanqui de Saint Ouen (93) a menacé d'exclusion les lycéennes qui portaient des « robes longues de couleur sombre ». Ce vêtement constituerait-il un « signe ostentatoire » d'appartenance à une religion ? Apparemment oui. Car ces élèves sont par ailleurs musulmanes et certaines portent le voile en dehors de l'établissement. Ne voulant pas tomber sous le coup de la loi d'exclusion de 2004, elles enlèvent leur foulard dans le lycée. Mais pour la direction, il fallait aller plus loin.

Les jeunes filles, inscrites sur une liste d'élèves musulmanes ont été convoquées tour à tour dans le bureau de la proviseure adjointe, en compagnie d'une des CPE. Chacune d'elles a été sommée de ne plus mettre de robe longue au lycée sous peine d'exclusion, car il s'agirait d'un vêtement à connotation religieuse. Pour la proviseure, les robes longues sont des vêtements musulmans, car ils sont portés majoritairement par des musulmanes...

Lorsque, le lendemain, des lycéennes solidaires ont refusé de se rendre en cours pour organiser un débat en salle de permanence, la direction du lycée les a convoquées pour transformer le débat en monologue de la proviseure. Là encore, une salve d'arguments sur la religiosité des robes longues de couleur unie... Une vision bien particulière.

Le jour suivant, plusieurs filles se sont présentées au lycée vêtues de robes longues. Pendant que la proviseure acceptait enfin de se réunir avec les parents d'élèves et un représentant du conseil des imams de France, les lycéennes incriminées étaient « mises en quarantaine au CDI ».

Pendant ce temps, dans les établissements publics fleurissent les affiches « la République se vit dévoilée », expliquant - faut-il encore nous le rabâcher ?! - que les tenues masquant le visage sont illégales. Avec comme illustration un buste de Marianne, la sainte figure de la République laïque... Car on n'allait pas mettre un homme. Ce sont bien les femmes qui sont visées par la campagne islamophobe dans les lycées.

Femmes sans PAPIÈRES

Les femmes sans papiers qui travaillent dans le secteur de l'aide à la personne ont été des centaines à se mettre en grève lors du mouvement de 2009. Aujourd'hui, malgré les promesses de juin dernier, sur 247 dossiers déposés à la préfecture, on compte moins de 50 récépissés, aucun titre de séjour délivré, et pire encore : dix femmes ont reçu une OQTF ou des refus, alors que leurs dossiers correspondent parfaitement aux critères ! La faute à qui ? L'hypocrisie du gouvernement et l'arbitraire des préfectures, qui demandent de nouveaux justificatifs qui n'étaient pas prévus (fiches de paie, avis d'imposition...). Quand

tout le monde sait que l'aide à la personne est un secteur où le travail au noir domine ! Ces femmes sont entrées en grève malgré leur situation d'extrême précarité ; elles ont battu en brèche avec tous les autres grévistes le discours qui prétend que les sans papiers seraient là pour profiter du système. Pour ces femmes, sans papiers et non reconnues en tant que travailleuses, la lutte continue !

1983 : La Marche pour l'égalité et contre le racisme

En 2005, les émeutes dans les quartiers populaires remettent sur le devant de la scène la question des discriminations sociales, du racisme, le harcèlement policier dont sont victimes ses habitants. Même s'ils sont rendus invisibles dans la société française, les jeunes de quartiers, notamment ceux issus de l'immigration, ont toujours été présents dans les mobilisations sociales (CPE, mouvement de 2008 dans les lycées...). Leur présence est à la fois massive mais aussi critique, les attaques lancées par le gouvernement comportent des volets spécifiques pour les jeunes des quartiers (1) et s'ajoutent aux discriminations existantes.

Cela nous renvoie à la nécessité de construire des formes d'auto-organisations qui permettent aux habitants des quartiers, jeunes immigrés (ou considérés comme tels par la société française), de s'organiser et de mettre en avant leurs propres revendications au quotidien ou à l'occasion des grandes mobilisations sociales, comme récemment contre la réforme des retraites.

En décembre 1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme (rebaptisée par les médias français de « marche des beurs »), arrive à Paris et réunit plus de 100 000 personnes dans une manifestation qui constitue le plus grand rassemblement sur la question du racisme et des droits des immigrés. Aujourd'hui, cet épisode de l'histoire du mouvement immigré est souvent occulté ou caricaturé (« marche des beurs », lien avec « SOS racisme »...), alors qu'il a représenté un moment essentiel de politisation pour la jeunesse immigrée.

Le racisme en France : des votes... et des balles

En septembre 1983, lors de l'élection municipale de Dreux, Le RPR et le FN font alliance au second tour pour battre la liste de l'Union de la Gauche (PS-PC). Cette alliance permet à la droite de remporter la mairie. L'alliance avec le FN est alors assumée publiquement par la plupart des dirigeants du RPR (Chirac, Juppé...). Celle-ci est présentée comme une réponse au fascisme « rouge » du PC (qui soutient l'URSS) et que si le PS faisait alliance avec le PC, quel mal y avait-il à faire alliance avec le Front ? Cela permet de banaliser encore plus un FN qui prend du poids sur le terrain électoral.

Mais dans les quartiers, le principal problème n'est pas l'influence

du Front mais plutôt la multiplication des crimes racistes qui visent notamment la population maghrébine. Bavures policières ou meurtres commis par des « beaufs », plusieurs dizaines de personnes, notamment des jeunes, sont assassinées, avec parfois des meurtriers qui s'en sortent avec quelques mois de prison. Cela renforce le sentiment du deux poids de mesure. Les jeunes des quartiers, victimes d'un harcèlement policier constant, se rendent compte qu'une condamnation pour vol quand on est immigré est plus lourde qu'une peine de prison pour crime raciste quand on est blanc.

Dans les mairies communistes, les immigrés font face un racisme de fait. Les mairies PC expliquent qu'elles ne peuvent pas « accueillir toute la misère du monde ». Des responsables du PC ou de la CGT alimentent le racisme ambiant. Un mouvement est lancé en 1975 par des travailleurs immigrés contre la direction des foyers SONACOTRA, qui tentait d'augmenter les loyers et virer les gêneurs. Ce mouvement est victime de tentatives régulières de la CGT de casser le mouvement. En 1980 une manifestation du PC attaque à coup de bulldozer un foyer à Vitry (ville PC) dans lequel sont venus s'installer des travailleurs maliens.

Dans cette situation, les populations immigrées, notamment maghrébine, sont isolées et doivent s'organiser par elles-mêmes pour défendre leurs droits. L'élection de Mitterrand en 1981 suscitera également un espoir, du fait d'une série de mesures symboliques comme la possibilité pour les étrangers de créer des associations,

une régularisation massive de travailleurs sans-papiers. Pourtant, la ghettoïsation des populations immigrées est un fait organisé par la France qui laisse également impunie les violences racistes qui s'expriment dans les banlieues françaises (Lyon, Paris, Marseille...)

Le ghetto français

En 1983, les populations immigrées les plus pauvres se retrouvent dans les grands ensembles, (comme les Minguettes à Lyon d'où partira la marche), mais aussi dans des cités de Transit (comme la cité Gutenberg à Nanterre), habitats « provisoires » représentant des transitions entre les bidonvilles et les HLM, et dans lesquels des familles ont habité pendant plus de 15 ans. Avec la mise en place des premières lois sécuritaires, des quartiers jugés sensibles (Minguettes, Val Fourré, Quartiers Nord de Marseille...) sont quadrillés par la police.

Ces quartiers voient se concentrer les familles les plus pauvres, occupant les emplois les moins qualifiés et au sein desquels sont surreprésentées les populations immigrées. Cette situation se dégrade encore avec le ralentissement économique dans les années 1970 qui entraîne une explosion du chômage, notamment pour les jeunes. C'est ce qui explique la montée de violences tout au long des années 1970 et qui aboutiront aux premiers affrontements et émeutes au début des années 1980 (comme à Vénissieux en 1981). La réponse en cas de tension trop forte dans un quartier est la démolition des bâtiments si la solution policière ne suffit pas. C'est le cas par exemple du quartier Olivier-Serres à Villeurbanne.

La Marche de 1983, à la croisée des chemins

Cela amène les jeunes d'une part à réagir et parfois s'organiser. Des collectifs et des associations initiés autour de questions immédiates : chômage, violences policières, prison, logement... et permettent de constituer des premiers cadres de discussions et de prise en main par les habitants des quartiers.

A Lyon, suite aux élections municipales de 1983 et la montée du FN, le meurtrier d'un jeune, Ahmed Boutelja, est remis en liberté sans procès. Deux jours plus tard, le 21 mars, une descente de flics a lieu à la cité des Minguettes. Elle se transforme en émeute dans la cité et la police est obligée de battre en retraite.

Douze jeunes de la cité décident alors de créer une association, SOS Avenir Minguettes et entament une grève de la faim. Ce mode d'action n'était pas anodin. Il renvoyait à la fois à un mode d'action utilisé en prison (certains des jeunes étaient allés en prison ou avait de la famille en prison) mais aussi à l'action lancée par Ahmid Boukhrouma et des militants de la CIMADE (Jean Costil et le curé Christian Delorme, qui joueront un rôle dans l'organisation de la marche) qui avait lancé une grève de la faim en avril 1981 contre la double-peine. Les grévistes formulent une série de revendications. Ces revendications concernent la police ou la justice et la participation à la réhabilitation de la ZUP.

En juin 1983, Toumi Djaidja, qui a participé à la grève de la faim au printemps, reçoit une balle lors d'une intervention de police. C'est lors de son séjour à l'hôpital que naît l'idée de la marche qui sera organisée à l'automne entre octobre (départ de Marseille) et décembre (arrivée à Paris).

Dès le départ, la marche est encadrée par les militants de la CIMADE (Delorme et Costil) qui font jouer leurs relations jusqu'au sommet de l'Etat (notamment Georgina Dufoix, membre du gouvernement Mitterrand) pour assurer le relais de la marche et de ses principales revendications à savoir la carte de séjour de 10 ans (obtenue à l'issue de la marche), le droit de vote pour les étrangers mais aussi d'autres mesures comme la limitation des ventes d'armes. Même si la marche est lancée dans l'anonymat, elle connaît un écho au fur et à mesure de son avancée, et reçoit un soutien de certains politiques,

comme Jack Lang (ministre de la Culture de l'Epoque) qui participera à une des étapes de la marche. Cela s'explique notamment par un fait divers qui replace la marche au centre de l'actualité. Le 14 novembre 1983, Habib Grimzi, jeune algérien de 24 ans est jeté d'un train après avoir été battu à mort par trois hommes dont les motivations étaient clairement racistes.

Pourtant le succès de la marche et notamment de la manifestation à Paris est aussi le produit du foisonnement militant qui existe dans la jeunesse immigrée. Beaucoup de ces groupes ont gardé une distance critique avec la démarche des marcheurs. Récupération politique, manque de radicalité... ces critiques visent surtout l'encadrement des marcheurs et la CIMADE qui a servi d'intermédiaire avec le gouvernement PS. Mitterrand recevra les marcheurs avec la promesse de la carte de 10 ans, ce qui permettra de dessiner un tableau où la gauche même au gouvernement se soucierait de la jeunesse immigrée.

Les initiatives qui suivront, même si elles ont été moins massives que la marche de 1983 ont été le signe d'une vitalité, de mouvements dont les dynamiques étaient essentiellement locales mais révélatrices d'une volonté de prendre son destin en main.

Méfiez-vous des contrefaçons ! SOS Racisme et la récupération de la jeunesse immigrée

Dans l'histoire officielle de l'antiracisme en France, après la marche de 1983, vient la création de SOS Racisme, produit de l'appareil du PS, avec l'appui de militants de l'UNEF et de l'UEJF. Des anciens de la Marche raconteront la volonté de militants comme Julien Dray de vouloir chapeauter la jeunesse immigrée en lui donnant une direction sous drapeau socialiste. La stratégie de la main tendue lancée par Mitterrand permettra de placer la création de SOS Racisme dans une forme de continuité et d'ouverture du parti aux questions antiracistes. Dans toutes les manifs, des milliers de mains jaunes seront distribués, opération de com' visant à lancer le « mouvement ». Cette stratégie s'est placée également en opposition aux formes d'auto-organisation qui ont perduré après la marche avec une volonté de poursuivre le combat en dehors des sentiers battus d'un humanisme naïf fixant comme objectif final « une bonne intégration ».

Aujourd'hui, que reste-t-il de 1983 ? Une fierté ? De l'amertume ? Des expériences communes, des écrits et le sentiment d'avoir posé des questions qui restent d'actualité et que les émeutes de 2005 ont recraché au visage de la société française. La montée des politiques sécuritaires, anti-immigrés nous montrent que la voie tracée par le pouvoir reste « l'assimilation ou le charter ». Ni intégrable, ni expulsable, il nous appartient de nous définir hors de cette identité nationale, pour une société définitivement égalitaire et antiraciste.

Hichem (Comité Jeunes Sorbonne) et Mina (Comité Jeunes 92 Nord)

**Pour une liste (très longue) des crimes racistes en*

France depuis les années 1970, vous pouvez consulter

la brochure Ratonades sur le site Infokiosques :

<http://www.infokiosques.net/spip.php?article677>



« Post-Scriptum » : Rock Against Racism, la musique est une arme

Dans les années 1970, la Grande Bretagne est en pleine crise économique, le chômage atteint des sommets et le gouvernement travailliste (sociaux-démocrates) est discrédité parce qu'il est incapable de répondre aux difficultés économiques et à la misère sociale qui touchent des millions de travailleurs. C'est dans ce contexte, que se développent les discours racistes et anti-immigrés. Déjà en 1968, dans son fameux discours « Rivers of Blood », le conservateur Enoch Powell annonce que les britanniques se sentent de moins en moins chez eux et met en cause l'immigration qui va enterrer la « nation britannique ». Les années 1970 voient également l'ascension du National Front qui réalise des scores de plus en plus importants, notamment dans les quartiers ouvriers des grandes villes.

En 1976, lors d'un concert à Birmingham, Eric Clapton reprend les propos d'Enoch Powell et appelle à se battre pour une « Grande-Bretagne blanche ». Ces déclarations violentes sont aussi ironiques dans la mesure où l'un des premiers succès de Clapton était une reprise de « I Shot the Sheriff » de Bob Marley. Ces propos font suite à d'autres attitudes pro-racistes de la part de « stars » comme David Bowie ou les Sex Pistols. Dans ce contexte, un appel est lancé pour la création d'un mouvement « Rock against Racism » qui serve de contrepoids à la reprise des idées xénophobes par des chanteurs britanniques. Le mouvement lancé en 1976 recevra un soutien immédiat mais restera confidentiel pendant plusieurs mois. En 1977, les affrontements à Lewisham avec la victoire des antifascistes qui réussirent à briser une manifestation du National Front (malgré le soutien de la police) et la création de l'Anti-Nazi League donneront un souffle et une actualité nouvelle à la lutte antifasciste. En 1978, RAR avec le soutien de l'Anti-Nazi League et de l'extrême-gauche, organise un carnaval conclu par un grand concert en plein air dans les quartiers est de Londres où le National Front réalise des scores importants. La manifestation et le concert sont des réussites et réunissent 80.000 personnes. Sur scène, on retrouve des groupes punk-rock ou reggae comme les Clash ou Steel Pulse. D'autres manifs-concerts suivront à Londres, Manchester... et connaîtront le même succès. Cette série de concerts va symboliser l'unité d'une

jeunesse multiethnique qui rejette cette soi-disant « Grande-Bretagne blanche » et la discrimination raciale prônée ouvertement par le National Front.

Cette identification aux idées antiracistes sera d'autant plus forte qu'elles sont incarnées par des groupes en vogue dans la jeunesse britannique, comme Little Stiff Fingers, Elvis Costello, ou Xray Spex. Ce mouvement marquera un recul durable des idées racistes et accompagnera le déclin du National Front miné par des divisions internes et des scores électoraux en baisse.

Avec le recul, on peut aussi constater que l'écroulement du National Front est aussi dû à une reprise de son discours par les conservateurs dirigés par Thatcher et qui gagneront la majorité au parlement en 1979. Pourtant, le mouvement RAR a réussi son pari de faire taire les discours racistes dans le mouvement rock et gagner la « bataille culturelle » en appelant au mélange des styles musicaux ce qui aboutira par exemple au début des années 1980 à un renouveau du ska au travers de groupe comme The Specials ou The Beat.



Hichem (Comité Jeunes Sorbonne)

Film : We Want Sex Equality de Nigel Cole



C'est à travers ce mot d'ordre que les ouvrières de Ford en Angleterre se mettent en grève en 68 pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Ce film pose plusieurs questions intéressantes pour les féministes anticapitalistes. Ces ouvrières de la couture sont moins payées que les hommes car leur qualification sont « naturalisées » : ce sont des femmes, c'est donc naturel pour elles de faire de la couture.

L'exportation de la grève

Pour mener leur grève, elles vont devoir affronter le machisme et la corruption de leur direction syndicale, qui ne va pas les soutenir. Pour amplifier le rapport de forces avec la direction de l'entreprise, elles font le tour des usines Ford pour convaincre les ouvrières de se mettre en grève pour l'égalité des salaires. Elles sont applaudies et la grève est votée un peu partout par les femmes.

Diviser pour mieux régner

Le travail de ces ouvrières se trouve à un moment clef de la chaîne de production: si les coutures des sièges de voitures ne sont pas faites, alors il n'y a pas de sièges, et s'il n'y a pas de sièges, alors il n'y a pas de voiture vendable. C'est toute la chaîne et toute la production qu'elles stoppent.

Le patron fait alors appel à la direction syndicale pour faire cesser la grève en échange « d'arrangements ». Mais voyant qu'elle n'a aucune prise sur les celle-ci, il profite du chômage technique des

ouvriers pour diviser les hommes et les femmes : « si les femmes étaient au foyer au lieu de faire grève, les hommes pourraient travailler et nourrir toute la maisonnée ».

Non seulement les ouvriers ne vont pas se mettre en grève, mais ils ne vont pas non plus soutenir celle des femmes. Le salaire des ouvrières est vu comme un appoint à celui des hommes. Pourtant, l'adversaire c'est le patron et pas les ouvrières, et l'intérêt collectif aurait été de se mettre en grève pour l'égalité et l'augmentation des salaires.

Une fin version droite libérale

Ce film reste une comédie qui aime les bons sentiments : la ministre de l'économie subissant elle aussi le machisme va proposer un compromis entre l'intérêt des ouvrières (l'égalité des salaires intégrale), ceux du patron et les siens par une pseudo « solidarité avec ces femmes ». Elle pose une question importante : existe-t-il une sororité, une fraternité inter-classiste ? Évidemment, non ! Même si les femmes partagent une oppression spécifique, elle est croisée par les intérêts de classe. Ceux de la ministre et des ouvrières sont en réalité diamétralement opposés.

Ce film aborde des problématiques toujours d'actualité, montre bien la stratégie des patrons et rappelle l'importance des luttes sociales.

Cécile et Elsa (Comité Jeunes Saint-Denis)

Ken Loach : cinéaste anticapitaliste et engagé

« Je ne montre pas seulement la surface de la société mais aussi les structures qui la composent. La fiction, la dramatisation de l'histoire, c'est l'aspect visible de l'iceberg, la politique en est la partie immergée ».

Depuis ses débuts en tant que réalisateur, Ken Loach dénonce les injustices de la société britannique. Il se définit lui-même comme « le travailleur social du cinéma britannique ». C'est également un cinéaste politiquement engagé, ayant participé à la coalition Respect en Grande-Bretagne, et apportant son soutien au NPA et à Lutte Ouvrière en France.

En 1966, il réalise pour la télévision Cathy Come Home, traitant du sujet de parents vivant dans la misère à qui l'on retire la garde de leurs enfants. Ce téléfilm aura un fort impact, amenant des députés à intervenir au parlement pour modifier la législation...

Durant les années Thatcher, le réalisateur connaîtra une période de moindre succès. Certains de ses films tels Look and Smile en 1991 ne rencontrent pas leur public, et plusieurs de ses projets sont refusés, l'un dénonçant la bureaucratie syndicale et l'autre sur la fermeture d'une usine à Manchester.

Cette traversée du désert s'achève au début des années 90 avec le succès de Riff-Raff en 1991, Raining Stones en 1993, Ladybird en 1994, My Name Is Joe en 1998. Ken Loach dénonce vigoureusement l'arrogance du patronat, le cynisme des Conservateurs et les trahisons des Travaillistes, les petits chefs et divers profiteurs... Il s'agit pour lui de montrer la réalité de l'exploitation, de rendre visible les « nouveaux pauvres » laissés pour compte des années Thatcher.

Si Ken Loach se montre sceptique sur la possibilité d'une révolution dans son propre pays, il aura su s'intéresser aux mouvements révolutionnaires à d'autres époques et en d'autres lieux. Dans Land and Freedom (1995), il évoque le combat antifasciste d'un jeune

anglais engagé dans la guerre d'Espagne, dénonçant au passage la liquidation de la révolution par les staliens. Dans Le vent se lève (2005), c'est la révolution irlandaise de 1920 qu'il dépeint, les paysans irlandais s'unissant pour former une armée de volontaires contre les redoutables Black and Tans, les troupes anglaises envoyées pour mater la révolte.

Fidèle à ses engagements, Ken Loach continue de dénoncer les injustices et l'inacceptable, dans un style à la fois direct et empreint de réalisme. Un réalisateur talentueux, dont il faut absolument voir les films !

Romain (94)

RÉOUVERTURE DE L'ARRÊTÉ LICENCE : POUR EN FINIR AVEC LES DIPLÔMES

En décembre 2010, Valérie Pécresse annonçait la réécriture de l'arrêté licence. Dans un dossier d'une soixantaine de pages, la couleur est annoncée, création dans toutes les universités de diplômes à plusieurs vitesses, généralisation du contrôle continu imposé comme mode d'évaluation unique, et une professionnalisation systématique des filières. L'UNEF et le SNESUP se sont alors empressés de saluer positivement la réouverture de l'arrêté licence, estimant qu'il y avait là matière à négocier. Cependant, la réécriture de l'arrêté licence vise à graver dans le marbre des expérimentations menées dans le cadre du « Plan Licence » lancé en décembre

2007 à la suite du mouvement de grève dans les universités contre la LRU.

Parmi ces expérimentations, des diplômes à plusieurs niveaux, où le meilleur niveau (parcours « renforcé ») est sélectif dès la L1 avec un recrutement sur dossier. Ce système existe à Paris 2 en Droit, 200 étudiants sont sélectionnés dans le « collège de droit » qui réunit les « meilleurs ». A la sortie les étudiants des trois parcours (renforcé, normal, et soutien) auront tous un diplôme de droit mais pas avec la même valeur. Ce système devrait se généraliser.

La création de ces diplômes à plusieurs niveaux illustre la volonté de démanteler le diplôme. Parcours différents, cursus adaptés en fonction des bassins locaux d'emplois, multiplication des diplômes d'élites... toutes ces mesures mèneront à la disparition des qualifications telles qu'elles existent. Ces qualifications nous permettent de disposer de droits une fois salariés. Pourtant, ce droit est aujourd'hui atteint. Les diplômes sont de moins en moins reconnus dans les conventions collectives, ce qui ne permet pas aux diplômés de disposer de garanties salariales ou statutaires au moment de l'entrée dans l'entreprise. Cela renforce l'arbitraire patronal qui peut accentuer

la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail.

La réécriture de l'arrêté doit être achevée pendant l'été. Cela nous laisse un temps pour convaincre les étudiants qu'il s'agit d'une bataille importante sur laquelle il est nécessaire de se mobiliser. Le travail entamé au niveau syndical doit être relayé dans le NPA afin de discuter des perspectives d'action, et nous mettre en position de lancer une mobilisation unitaire et majoritaire à la rentrée prochaine.

82ème congrès de L'UNEF, SUR FOND DE CRISE ET D'ATTAQUES GÉNÉRALISÉES

Le 82ème congrès de l'UNEF s'est tenu à Montpellier du 7 au 10 avril. Face à la faillite du capitalisme, la classe dirigeante cherche à tout prix à maintenir ses taux de profit. Elle mène une série d'attaques dont le but est de casser nos protections collectives pour faire baisser le coût du travail. Dans la lignée de ces politiques, la réouverture de l'arrêté licence constitue bel et bien une nouvelle attaque du gouvernement, un nouveau pas dans la casse de la licence et de nos diplômes.

Mettre l'UNEF et le milieu étudiant en ordre de bataille !

Pour la Tendance pour une UNEF unitaire et démocratique (TUUD), tendance d'opposition combative à la direction de l'UNEF, ce congrès devait servir à préparer une grève majoritaire des étudiants pour la rentrée 2011. Il devait être l'occasion d'élaborer

une analyse opérante des réformes universitaires, de l'autonomie aux projets d'excellence, de la masterisation au Plan Réussite en Licence en passant par la restructuration de la carte universitaire.

Face à la réouverture de l'arrêté licence, la direction de l'UNEF propose de négocier à froid et de faire passer une nouvelle fois une attaque pour une avancée. Forte de sa réputation, certes fondée, de première force étudiante et de première organisation de jeunesse, elle pense pouvoir faire entendre la voix des étudiant-e-s (99% de non syndiqué-e-s!) dans le bureau de la ministre. La Tendance majorité nationale (TMN) se replie toujours plus sur son appareil, confond bilans et auto-congratulation et n'a pour orientation que d'attendre les élections de 2012 en interpellant les candidat-e-s...

Le congrès était bien ficelé, avec descentes en masse du bureau national dans les congrès locaux et

un programme laissant peu de place à l'expression des tendances minoritaires durant le congrès national. Pourtant, ce sont des centaines d'étudiants, adhérents de base de l'UNEF, qui ont pu entendre les arguments de la TUUD concernant l'arrêté licence. Si cela ne s'est pas toujours traduit par un vote, beaucoup ont désormais en tête qu'il faudra se mobiliser à la rentrée. La TUUD compte de plus en plus d'équipes syndicales sur tout le territoire, que le congrès a permis de renforcer dans des confrontations parfois très dures avec la TMN.

Pour déclencher et gagner des luttes la structuration dans l'UNEF, d'un courant syndical combatif et large est fondamental. Il n'y aura pas de raccourci pour gagner des batailles et pour reconstruire la conscience de classe.

Damien (Comité Jeunes de Reims)

APPRENTIS : SALARIÉS À PART ENTIÈRE... ET ENTIÈREMENT À PART !

L'apprenti est un jeune qui suit une formation alternée entre son CFA une entreprise. Selon le ministère du Travail, c'est « un salarié à part entière » (1), sauf que son salaire est limité entre 25 et 75% du SMIC et qu'il doit aussi payer les déplacements entre lieu d'apprentissage et entreprise. La boîte profite d'un travailleur rapidement productif. Elle touche des aides de l'État et de la Région : respectivement 1800 et 1000 euros pour une entreprise de moins de cinquante salariés, en plus des exonérations de cotisations (2). Au final, il ne coûte pas plus de 300€ pour la première année.

En théorie, le statut d'apprenti paraît avantageux. Il est très encadré légalement. Le licenciement ne peut se faire qu'avec l'accord des deux parties. En pratique, le jeune est souvent seul face à la hiérarchie, peu informé de ses droits. Il est facile pour la direction de faire pression pour l'obliger à « donner son accord » au licenciement. Sous couvert de professionnalisation, de nombreux patrons exigent un investissement dans le boulot largement supérieur aux règles en vigueur. Les promesses de CDI ou de CDD après la fin du contrat sont aussi un moyen de pression pour le rendre docile : soumis au chantage à l'embauche, de nombreux

jeunes doivent faire des heures supplémentaires illégales, non rémunérées. La réforme des retraites fait perdre des trimestres de cotisation à 30% d'entre eux.

L'apprentissage est le choix de beaucoup de jeunes qui ne veulent pas poursuivre dans des filières générales. Tel qu'il est aujourd'hui, il sert à précariser toujours plus, sans garantie d'embauche à la clé. Il fournit aux entreprises une main d'œuvre qualifiée quasi-gratuite qui permet de faire pression sur les salaires de tous les autres. L'apprenti est un travailleur : il doit être payé comme tous les autres !

Renaud et Fanny (Comité Jeunes Toulouse)

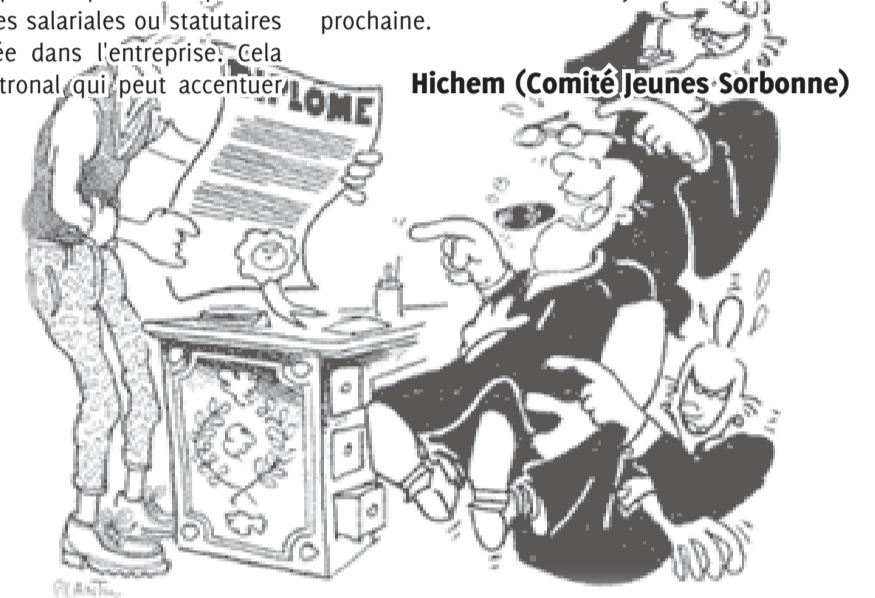
(1) <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/>

[informations-pratiques,89/fiches-pratiques,91/](#)

[contrats,109/le-contrat-d-apprentissage,991.](#)

[html#sommaire_5](#)

(2) www.minefe.gouv.fr



Du 25 au 30 juin à Lille, congrès de Sud étudiant

SUD (Solidaires, Unitaires, et Démocratiques) - étudiant est un syndicat étudiant de lutte fondé en 1995 dans la foulée des grandes grèves pour défendre une ligne combative, démocratique, et liée aux salarié-e-s (SUD-étudiant appartient à l'Union Syndicale Solidaires). Il regroupe aujourd'hui environ 600 militant-e-s - dont des militant-e-s du NPA - réparti-e-s sur une quarantaine d'universités.

Le VIIe Congrès de SUD étudiant se tiendra à Lille du 25 au 29 juin, dans une période d'attaques généralisées sur l'Enseignement Supérieur. Les militant-e-s de SUD auront donc de nombreux dossiers à débattre.

Des enjeux pour les deux ans à venir

Faire de la fédération un outil utile et efficace pour les luttes locales et nationales.

Les débats porteront notamment sur le degré d'autonomie locale par rapport aux décisions collectives et sur la marge de manoeuvre décisionnelle accordée au secrétariat fédéral. SUD ne développe pas une intervention uniquement mouvementiste : l'amélioration du travail syndical au quotidien est donc également à l'ordre du jour, avec la mise en commun d'expériences locales, du matériel et des analyses.

Les militant-e-s débattront de l'intervention sur des questions de société (d'un point de vue universitaire), féminisme, écologie,

internationalisme... avec notamment un bilan et des perspectives pour les campagnes concrètes qui avaient été lancées sur le harcèlement sexuel à l'université, l'instrumentalisation des questions écologiques dans la recherche, ou encore le G8 des universités.

Pour un syndicalisme étudiant unifié, combatif et démocratique

Bien que des difficultés subsistent encore sur un certain nombre de points (relation avec Solidaires, divergences sur certaines revendications), le processus de fusion avec la Fédération Syndicale Etudiante (FSE) a connu récemment des avancées encourageantes, notamment le lancement de deux campagnes l'une sur les étudiant-e-s étranger-e-s, l'autre sur le Plan Licence.

Les relations avec les autres organisations intervenant dans la jeunesse - syndicats, associations, partis politiques - pose aussi la question du travail unitaire, et de ses conditions minimales ; à partir de quand peut-on et ne peut-on plus travailler avec une organisation ? Cette question est particulièrement urgente avec les attaques sur la Licence, qui visent à soumettre le 1er cycle aux exigences des employeurs et à aggraver la sélection sociale.

Chloé (Comité Jeunes Sorbonne)

Les fusions, c'est pour les patrons !

Défendons le service public !

L'avalanche des réformes depuis plusieurs années (LRU, Opération Campus, Grand Emprunt, ...) donne une apparence de flou. Pourtant, ces réformes sont liées à un projet précis qu'il nous faut comprendre pour le combattre.

Quels sont les objectifs de la classe dirigeante ?

Les mutations du système d'enseignement ont toujours servi à répondre aux besoins du capitalisme : c'est pour satisfaire aux besoins de l'industrie que Jules Ferry a voulu apprendre à lire à tous les enfants, pas parce qu'il était très gentil ! Aujourd'hui, dans une économie mondialisée où la concurrence internationale fait rage, l'enjeu pour le patronat français est de se positionner dans le peloton de tête. Pour cela, il faut développer un compétitivité internationale forte et faire baisser le coût du travail.

C'est l'objectif de la mise en place d'un enseignement à plusieurs vitesses : d'un côté des pôles d'excellences rayonnant sur la scène internationale et développant une recherche de pointe adaptée aux besoins des multinationales (c'est l'objectif essentiel des projets d'Initiatives d'Excellences - Idex). De l'autre, des universités rejetées hors de ce périmètre pour fabriquer les précaires de demain, en cassant les diplômes des étudiants d'aujourd'hui.

Les fusions d'universités (déjà réalisées à Strasbourg, prévues à Lille, Marseille, Montpellier etc.) permettent de créer des grands ensembles, plus facilement pilotable pour répondre à cet objectif. À Strasbourg, la fusion des universités permet d'un côté de créer un mastodonte universitaire très compétitif et dans le même temps de modifier les budgets, de telle sorte qu'un désengagement budgétaire des filières de sciences humaines est en cours. Les conditions de travail des personnels se dégradent aussi à toute vitesse. Plusieurs suicides se sont déjà produits. Bienvenue dans l'université France Télécom !

Comment agir ?

Les processus sont inégaux sur l'ensemble du territoire, une riposte unifiée est donc plus difficile à construire. Mais cela reste le seul moyen d'y mettre un coup d'arrêt. En partant de batailles locales concrètes (les fusions d'UFR, la disparition de filières entières...) nous pouvons mieux expliquer la logique à l'œuvre. À la rentrée, il faudra combiner la bataille contre les fusions à celle contre la casse de nos Licences.

Damien (Comité Jeunes Lille)

PROVISEURS-RECRUTEURS

Le ministre de l'Éducation affirmait début avril au Figaro que les proviseurs pouvaient s'adresser au Pôle emploi pour recruter des remplaçants d'enseignants. Pourquoi l'Éducation nationale ne fait-elle pas son devoir en embauchant plus de

prof ? Car pour Chatel, « ce n'est pas en recrutant davantage de titulaires remplaçants que ça marchera mieux. (...) Les vacataires, étudiants ou jeunes retraités, peuvent très bien remplir ce rôle ». Les vacataires ne peuvent pas faire plus de deux cents heures par

an. Autant dire que dans le cas d'une absence de longue durée, les élèves peuvent voir se succéder deux ou trois profs remplaçants... Et de surcroît non formés pour le métier ou trop vieux pour le faire !

Pas de prof à South Beach

En Floride, une nouvelle loi vise à réduire le nombre d'élèves par classe. Notre gouvernement devrait en prendre de la graine ? Pas sûr. Car certains lycées ont opté pour une solution particulière : des classes sans prof !

commun à l'aide d'ordinateurs. Un « assistant » technique remplace le prof dans la classe, rebaptisée « labo d'apprentissage électronique »... Car les labo ne sont pas concernés par la loi sur le nombre d'élèves par classe !

a inauguré l'an dernier le premier « espace numérique de travail » dans les Yvelines. On y trouve en ligne des cours, des devoirs et des forums pour communiquer avec quelques profs. La Région s'est dotée d'un budget de 24 millions d'euros pour que chaque lycée possède un de ces portails d'ici à la fin 2012. Ça tombe bien, d'ici là il y aura encore eu quelques dizaines de milliers de suppressions de postes !

7 000 élèves de l'enseignement public du comté de Miami-Dade participent, malgré eux, à un programme d'enseignement des matières du tronc

Et en France ? Les conseils régionaux sont pressés par le ministère de l'Éducation de passer à « l'ère du numérique ». Le CR d'Ile de France,

Réforme ECLAIR

Le dispositif CLAIR (Collèges, lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite) a été expérimenté en 2010-2011 dans 105 établissements ZEP.

l'établissement et a donc autorité sur ses collègues. C'est ce même projet qui permet aux proviseurs de recruter les profs de leur choix, sur profil, mettant encore plus les fonctionnaires et les établissements en concurrence. Les profs recrutés reçoivent une « lettre de mission » de trois ans. Leur contrat est de cinq ans, après quoi ils peuvent se faire jeter de l'établissement (par exemple s'ils sont syndiqués, font la grève, ouvrent trop leur gueule). Car les proviseurs doivent être bien notés s'ils veulent recevoir leur prime et leurs points de carrière !

Le projet ne fait plus aucune référence aux programmes nationaux, mais seulement au socle commun. Les innovations pédagogiques sont destinées à promouvoir les compétences - inscrites dans un livret - au détriment des qualifications, inscrites dans un diplôme donnant accès à des droits dans le monde du travail et dans l'enseignement supérieur.

D'après le ministère, il s'agissait, dans « les établissements concentrant le plus de difficultés en matière de climat scolaire et de violence », de recourir à plus d'expérimentations pédagogiques, donc à plus de dérogations aux programmes nationaux. Le but est que les personnels enseignants et d'encadrement portent un « projet pédagogique et éducatif (...) avec notamment la désignation dans les collèges pour chaque niveau et les classes de seconde des lycées généraux, technologiques et professionnels d'un préfet des études ». En gros, un prof principal fusionné avec le CPE, qui fait partie de l'équipe de direction de

Le dispositif devrait être étendu à la rentrée, sous le nom d'ECLAIR (pour inclure les écoles) aux écoles et collèges des Réseaux Ambition Réussite (environ 250 collèges et 1750 écoles), avant d'être généralisé.

En déréglementant les emplois du temps, le projet renvoie tout un tas d'apprentissages hors du temps scolaire, il s'agit d'externaliser et de privatiser certains enseignements. Autre apport extérieur : la présence régulière de policiers ou de gendarmes « référents-sûreté » et des équipes mobiles de sécurité.

POLICIERS RUE D'ULM

Les étudiants qui soutenaient la grève des précaires de la bibliothèque, de la cantine et du ménage de l'École normale supérieure en grève depuis le mois de janvier, se sont fait évacuer par la police le 19 avril. La grève de plus de trois mois et l'occupation pendant plusieurs semaines des

bureaux de la direction ont permis de mettre en avant une lutte inattendue dans la prestigieuse institution. Elle a entraîné un conflit interministériel entre Tron, voulant accepter quatorze titularisations et Péresse, refusant de peur que la lutte fasse tache d'huile. Alors que Bernard Thibault

avait demandé à Fillon d'arbitrer, c'est finalement le tribunal administratif qui a tranché, en envoyant la police. À l'heure où nous écrivons ces lignes, treize titularisations ont été obtenues. Il n'en reste pas moins que l'intervention policière est inacceptable. La lutte doit continuer !

Police au lycée

Fin mars, trois policiers en civil s'introduisaient au lycée Valmy de Colombes (92) pour procéder à l'arrestation d'une lycéenne mineure. La proviseure était au courant, puisqu'elle a elle-même convoquée l'élève dans son bureau afin de la remettre aux mains des flics, avec menottage et garde à vue. Un guet-

appens d'autant plus scandaleux que l'élève a été relâchée au bout de huit heures, totalement innocentée. Elle était justement au lycée au moment où le vol dont elle était accusée avait été commis. Plutôt que de la livrer, elle aurait pu regarder les feuilles d'appel et justifier l'alibi de son élève.

SUPPRESSIONS DE

POSTES :

PAUL LAPIE EN LUTTE !

Dans l'Éducation Nationale, le gouvernement continue de supprimer des postes de profs. Sur Paul Lapie à Courbevoie (92 Nord), c'est 4 postes de profs en moins pour la rentrée 2011. Face à ça, les lycéens ont voulu se mobiliser et un rassemblement départemental a eu lieu le jour du comité départemental de l'Éducation Nationale (CDEN). Pour préparer cette échéance initiée par les syndicats de profs, les lycéens de Paul Lapie ont appelé à une première AG rassemblant une cinquantaine de lycéens, après être passés dans les classes à plus de 150 élèves, avant d'être dispersés sous la menace de sanctions de l'administration. Il s'agissait d'informer sur les suppressions de postes prévues, une seconde AG a ensuite permis de s'organiser plus concrètement.

les profs contre nous, en interdisant de passer dans les classes, en convoquant des lycéens mobilisés au motif d'« absentéisme ».

Même si nous n'avons pas réussi à mobiliser massivement, le noyau militant se renforce dans des expériences comme celle-ci. Dès la rentrée des vacances d'avril, nous allons réagir collectivement face aux convocations des lycéens par l'administration qui a menacé plus d'un lycéen de l'exclusion. Une convocation = un maximum de lycéens dans le bureau de la proviseur ! Bien que la perspective d'un mouvement lycéen ne semble pas réaliste, nous n'allons pas attendre septembre pour mobiliser contre les 4 suppressions de postes. Une première manifestation a lieu le mercredi 18 mai, il faut se saisir de cette échéance pour mobiliser localement sur chacun de nos lycées !



GBAGBO FAIT LE POINT SUR SA VIE

On vit dans un monde mouvementé... Il y a peu, Ben Ali était le modèle du FMI, Moubarak était intouchable, Kadhafi parlait Rolex et Ray Ban avec Sarkozy et Berlusconi... Et moi... Comment en suis-je arrivé là ?

Je suis comme Kadhafi : tiers-mondiste et meilleur élève de l'impérialisme en même temps.

J'ai été un jeune idéaliste. Dirigeant du Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur, j'ai fait deux ans de prison en 71-73, j'ai créé clandestinement le Front populaire ivoirien avant de me réfugier en France.

Là, j'ai foutu Mitterrand dans la merde. J'étais à la fois membre de l'Internationale socialiste et opposant à son ami le Président Houphouët-Boigny. Heureusement, tonton s'y connaissait en double-jeu. Il s'était exercé sous Vichy en cumulant collaboration et Résistance. Et puis j'avais des appuis dans le PS : Guy Labertit, Roland Dumas, Mélenchon, Emmanuelli, Chevènement, Le Guen...

Rentré en Côte d'Ivoire me présenter contre Houphouët à la présidentielle de 90, j'ai été arrêté, alors que j'étais député, sur ordre d'Alassane Ouattara au nom de la loi anti-casseurs après les manif étudiantes de 92...

Et dire que maintenant Ouattara est présenté comme un démocrate !

La communauté internationale n'a rien dit quand Konan Bédié a été élu avec 96,44 % en 95. Elle a juste baissé les yeux quand il a été renversé par le coup d'État de Robert Guéï en 99...

Finalement, j'étais le seul à pouvoir rétablir l'ordre ! D'accord, pour ça, j'ai dû reprendre la constitution de Bédié, qui interdisait aux musulmans de se présenter... Ce qui n'était pas commode, puisque dans le même temps, j'ai fait interdire la candidature de Bédié !

OK, j'ai un petit peu lancé une campagne raciste contre Ouattara en disant que ce n'était pas un vrai Ivoirien... Des ressortissants du nord, les migrants qui allaient faire les boulots les plus précaires et sous-payés à Abidjan, se sont fait lyncher à cause de moi.



Stigmatiser les immigrants, les pauvres, les musulmans, lancer un débat sur l'identité nationale ivoirienne... Ça ne vous rappelle rien ? Hé oui ! C'est moi qui ai tout appris à Sarkozy et Hortefeux ! Alors, que Guéant ne s'avise pas de dire que l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire !

La présidentielle de cette année m'a un peu surpris en fait.

En 2000 aussi on avait eu un désaccord sur les résultats. Mais Guéï avait fini par être raisonnable et par reconnaître mon pouvoir. J'aurais cru que Ouattara ferait de même. Après tout, je lui ai laissé toute la moitié nord du pays depuis huit ans !

Avril-Mai 2011
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Et puis Bédié devait me soutenir après le premier tour : c'est lui le père de l'ivoirité, c'est lui qui avait initié ma campagne contre Ouattara à la fin des années 90... Finalement, il a appelé à voter pour lui au second tour !

J'ai eu un problème de dosage. N'est pas Mitterrand qui veut !

Face à Ouattara, le politicien formé à Washington, l'ancien directeur du FMI, le responsable de la dévaluation du Franc CFA, l'ami de Bolloré, marié à Neuilly par Sarkozy, j'étais l'anti-impérialiste de service ! J'avais commencé à ouvrir quelques marchés à la Chine et à la Russie, je faisais flipper la France depuis 2004 - d'ailleurs, Chirac et Villepin avaient déjà dit à leurs soldats de tirer sur mon peuple histoire que je me calme un peu.

Le problème, c'est le peuple. Comment se présenter à lui comme un anti-colonialiste quand en dix ans on n'a exproprié aucune entreprise française, qu'on a laissé les hommes d'affaires occidentaux prospérer, qu'on a laissé l'armée française contrôler les deux tiers du pays...

Je suis trop mesuré. C'est ça mon problème !

Ma défense est à mon image : d'un côté Vergès, l'avocat anti-colonialiste, de l'autre Roland Dumas, l'homme de l'affaire Elf, le socialo qui compte pas mal d'amis au FN... D'ailleurs, ce sont ceux qu'on a en commun qui l'ont convaincu de le faire !

Avec un peu de chances, Dumas amènera son pote Dieudonné me voir. Ça me fera passer le temps !

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !



CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

DU 23 au 30 JUILLET 2011

DANS LE SUD DE LA FRANCE

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER

Par mail [CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG](mailto:contact-jeunes@npa2009.org) OU

ENVOYEZ VOS COORDONNÉES À NPA JEUNES, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL